

LETTRE FLASH N° 129

APPEL DE LA COMMISSION ADMINISTRATIVE DU 12 MARS 2026

AMPLIFIONS LA MOBILISATION

Le 8 mars, à l'occasion de la Journée internationale de lutte pour les droits des femmes, les mobilisations ont été une nouvelle fois un succès. Partout dans le pays, plus de 200 manifestations ont rassemblé des milliers de personnes, dont 130 000 à Paris, déterminées à défendre et faire progresser les droits des femmes. Dans l'ESR, les inégalités persistent. La baisse des taux de promotions des MCF classe normale vers la hors classe (20 % en 2022 puis 15 % en 2023 ; 12,5 % en 2024 et 10 % en 2025) a eu par exemple comme conséquence de pénaliser très fortement les femmes. Cette réforme est ainsi une double peine pour les femmes qui voient leur chance de promotion de grade réduite de moitié alors que dans le même temps les femmes accèdent moins au corps des professeur·es des universités (PR). Le SNESUP-FSU continuera à porter des mesures en faveur de l'égalité à tous les niveaux.

Le 10 mars, jour de Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNESER) budgétaire, les acteurs et actrices du service public de l'ESR se sont mobilisé·es à l'appel de l'intersyndicale de l'ESR, dans les universités, devant les rectorats, devant le ministère de l'ESR. Mobilisé·es contre les suppressions de postes dans le service public, la mise au pas des universités et des organismes nationaux de recherche par leur sous-financement chronique, et pour obtenir les moyens nécessaires à la formation des enseignant·es, garantir des préparations aux concours de recrutement partout sur le territoire, des places en master pour les non-lauréat·es des concours d'enseignant·es en L3 et l'amélioration des conditions de travail et d'études pour toutes et tous. Le même jour, le CNESER plénier s'est prononcé contre ce budget indigne (60 contre

et 10 abstentions) reflet d'une situation conduisant la totalité des universités à des budgets en déficit. Il manque toujours 8 milliards pour l'enseignement supérieur et 8 milliards pour la recherche publique. Pourtant l'argent existe, notamment pour le crédit impôt recherche (CIR), 8 Md€.

Dans ce contexte, les assises du financement mises en place à grand renfort de communication sont « lancées » avec un tri sur le volet des participant·es dans des groupes de travail distincts. Drôle de conception du débat. Les organisateurs de ces assises viennent d'envoyer les dates auxquelles les organisations syndicales seront invitées à participer aux réflexions. Trois dates ouvertes sur la totalité des groupes thématiques prévus. Est-ce à dire que nos regards ne sont pas attendus sur toutes les thématiques ? Immobilier, compétitivité, ancrage territorial... autant de sujets qui apparemment ne nécessitent pas l'expertise des organisations syndicales. Sans doute perturberaient-elles l'hégémonie des positions ?

Les conséquences du sous-financement sont largement visibles. Le SNESUP-FSU dénonce les décisions des conseils des universités qui ferment des formations et réduisent les capacités d'accueil. En 1^{re} année de licence, les capacités d'accueil de Parcoursup sont par exemple en retrait de 800 places à Rouen et à la Réunion, et 500 à Amiens et Paris-Est Créteil. En Normandie, la fermeture du seul master M2E d'éducation musicale de l'académie est symbolique de l'offensive menée. C'est une lourde charge contre l'offre de formation et les diplômes du service public de l'ESR qui ouvre toujours plus la voie aux formations privées et à une hausse exponentielle des frais d'inscriptions.

Le SNESUP-FSU se félicite de la mobilisation qui se construit et appelle à l'amplifier dès maintenant. Dans le prolongement de la réunion nationale organisée à la suite de cette journée pour les acteurs et actrices concerné·es par la réforme particulièrement délétère de la formation des enseignant·es (FDE). Le SNESUP-FSU portera auprès de l'intersyndicale la nécessité d'une **journée nationale de mobilisation FDE le 24 mars prochain**. Il appelle à la constitution de délégations mixtes enseignant·es-étudiant·es auprès des présidences d'université et des rectorats, à la rédac-

tion de motions et l'interpellation des conseils d'INSPE, à la diffusion à la presse locale, à la défense du droit à la poursuite d'études (parcours non-lauréat·es, prépas concours accessibles avec maintien des bourses).

Le SNESUP-FSU appelle également à **amplifier la mobilisation en cours pour un autre budget et à faire du 26 mars**, jour de la plénière des assises du financement, une journée de mobilisation et d'action pour dénoncer les choix budgétaires faits pour l'ESR et afin de porter et d'imposer des alternatives.

Le climat international est particulièrement nauséabond qu'il s'agisse des bombardements étasuniens et israéliens en Iran qui ajoutent de la violence à celle infligée aux populations par le gouvernement théocratique, de la nouvelle guerre menée par Israël au Liban, de la poursuite des bombardements à Gaza malgré le cessez-le-feu, de la volonté de Trump de faire tomber des régimes qui ne lui sont pas inféodés (Venezuela, Mexique, Cuba...) ou de la poursuite de la guerre d'agression de la Russie sur l'Ukraine. Le SNESUP-FSU réaffirme la primauté du droit international sur les intérêts économiques et la loi du plus fort et appelle à se mobiliser contre ces guerres et la militarisation de la société.

C'est une des raisons pour lesquelles, lors du dernier CNESER, le SNESUP-FSU s'est opposé à l'extension des mesures liberticides contenues dans la loi de programmation militaire limitant la mobilité des chercheurs·es et enseignant·es-chercheur·ses des zones à régime restrictif (ZRR) en matière d'échange scientifique et d'engagement professionnel. **Le 28 mars, il appelle à rejoindre les manifestations** organisées à l'appel de 90 organisations, dont la FSU, pour le respect immédiat du cessez-le-feu en Palestine, pour le respect du droit international et pour une paix juste et durable.

C'est dans ce contexte de montée de l'extrême droite tant au niveau international que national que vont se dérouler des élections municipales à haut risque. Face à l'extrême droite, les électrices et les électeurs ont besoin de repères lisibles, de positions assumées. Le SNESUP-FSU appelle à refuser explicitement toute complaisance avec les partis d'extrême droite. La responsabilité républicaine impose de ne laisser aucun doute sur le fait que l'extrême droite ne peut être un partenaire, ni direct ni indirect, de la gestion de nos communes. L'ambiguïté n'est pas une option. Le SNESUP-FSU continuera également à dénoncer sur les lieux de travail l'imposture que représente l'extrême droite pour les travailleur·ses et à désamorcer ses idées en relayant l'appel du collectif VISA pour les municipales.

Vote : 30 POUR, 1 CONTRE, 4 ABST